

La convention prévoit que, chaque année, l'entreprise fait connaître par une déclaration à l'autorité signataire de la convention le nombre de salariés répartis par âge qui sont susceptibles d'adhérer au dispositif pendant l'année suivant celle au cours de laquelle cette déclaration est établie. Cette déclaration n'est pas susceptible de modification.

Le revenu de remplacement versé au salarié ne peut faire l'objet d'une prise en charge partielle par l'Etat si l'adhésion de l'intéressé n'est pas prévue dans la déclaration visée au premier alinéa.

La convention prévoit également que l'entreprise transmet annuellement à l'autorité signataire de la convention un état de la réalisation des engagements qu'elle a souscrits dans l'accord d'entreprise ainsi qu'un bilan précisant le nombre de bénéficiaires ayant effectivement opté pour le dispositif.

La convention stipule que, pendant la période prévue au 6° de l'article [R. 5123-23](#), l'entreprise s'engage à ne solliciter aucune convention tendant à l'attribution de l'allocation spéciale pour les travailleurs âgés prévue à l'article [R. 5123-12](#).

R. 5123-28

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Aucune convention au titre de la cessation d'activité ne peut être conclue avec une entreprise ayant déjà conclu une convention en vue de l'attribution de l'allocation spéciale pour les travailleurs âgés, durant la période pendant laquelle les salariés peuvent adhérer à cette dernière convention.

#### Sous-section 2 : Conditions d'attribution relatives au salarié

R. 5123-29

Décret n°2008-1555 du 31 décembre 2008 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour bénéficier de la prise en charge partielle de l'allocation pour cessation anticipée d'activité par l'Etat, le salarié remplit les conditions suivantes :

- 1° Le salarié a adhéré personnellement au dispositif de cessation d'activité ;
- 2° Son contrat de travail est suspendu pendant la durée du versement effectif de l'allocation ;
- 3° Il est âgé d'au moins cinquante-sept ans ;
- 4° Il a adhéré au dispositif, au plus tôt, à cinquante-cinq ans et, au plus tard, avant son soixante-cinquième anniversaire ;
- 5° Il a été salarié de l'entreprise de manière continue pendant un an au moins avant son adhésion au dispositif ;
- 6° Il a :
  - a) Soit accompli quinze ans de travail à la chaîne au sens du *c de l'article 70-3 du décret du 29 décembre 1945* dans sa rédaction issue du *décret n° 76-404 du 10 mai 1976* ou de travail en équipes successives, soit avoir travaillé habituellement deux cents nuits ou plus par an pendant quinze ans ;
  - b) Soit, s'il est travailleur handicapé au sens de l'article [L. 5212-13](#) à la date d'entrée en vigueur de l'accord professionnel mentionné à l'article [R. 5123-22](#), justifié d'au moins quarante trimestres valables pour la retraite au sens des articles [R. 351-3](#), [R. 351-4](#), [R. 351-12](#) et [R. 351-15](#) du code de la sécurité sociale, dans un ou plusieurs régimes de sécurité sociale de salariés ;
- 7° Il n'a pas réuni les conditions nécessaires à la validation d'une retraite à taux plein au sens de l'*article R. 351-27 du code de la sécurité sociale* ;
- 8° Il n'exerce aucune autre activité professionnelle ;
- 9° Il ne bénéficie ni d'un avantage vieillesse à caractère viager acquis à titre personnel liquidé après l'entrée dans le dispositif, ni d'une indemnisation versée en application des articles [L. 5421-2](#), [R. 5123-12](#) ou de la *loi n° 96-126 du 21 février 1996* portant création d'un fonds paritaire en faveur de l'emploi.